

Le Partenariat transpacifique : un chèque en blanc?

Stuart Trew

Number 760, October–November 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67556ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Trew, S. (2012). Le Partenariat transpacifique : un chèque en blanc? *Relations*, (760), 7–8.



La couverture des besoins de toutes les personnes est un passage à emprunter pour sortir de la pauvreté. Cette pauvreté qui use ceux et celles qui la vivent, bafoue les droits les plus fondamentaux, prive la société québé-

coise de la pleine contribution de près d'un million de personnes et entraîne des coûts sociaux et des problèmes de santé immenses. Ainsi, le gouvernement péquiste fraîchement élu, à l'instar de la nouvelle Assemblée nationale, doit parler de ce scandale et agir pour y

mettre fin. Et les Québécois qui, au cours des prochaines semaines, grâce au travail du Collectif, seront de plus en plus nombreux à connaître le fin fond de l'histoire, doivent veiller à ce que les élus agissent en ce sens. ●

Le Partenariat transpacifique : un chèque en blanc?

Le Canada a tout fait pour être invité à en faire partie et semble prêt à accepter ce traité à tout prix.

STUART TREW

En août dernier, Rob Merrifield, le porte-parole des conservateurs au Comité permanent du commerce international, a lancé une phrase étonnante concernant le Partenariat transpacifique (PTP): «C'est une sorte de "Doha-light". Et vous savez où Doha a fini...»

M. Merrifield répondait aux questions des journalistes concernant les intentions du gouvernement conservateur en matière de libre-échange. Comme on le sait, celui-ci a tout fait pour obtenir une place à la table de négociations du PTP, décrit comme la nouvelle zone de libre-échange des Amériques parce que son objectif est d'étendre le modèle de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) à l'Amérique latine et aux États du Pacifique. Il rassemble neuf pays partenaires – les États-Unis, l'Australie, le Brunei, le Chili, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Or, si ce partenariat connaît le même sort que les négociations du cycle de Doha menées sous

l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui ont finalement échoué, pourquoi le Canada a-t-il accepté les concessions et conditions d'entrée humiliantes imposées par le gouvernement américain, compromettant son pouvoir de négociation d'entrée de jeu?

En effet, en juin dernier, le Canada et le Mexique ont été admis dans le club du PTP, pour ainsi dire, avec des pouvoirs de négociation restreints, sans droit de veto, sort qui attend les autres pays qui désirent s'y joindre. Ils ne pourront changer les textes qui auront été finalisés avant leur participation *effective* aux négociations, ce qui ne sera pas avant la 15^e ronde prévue en décembre en Nouvelle-Zélande...

Le gouvernement Harper a en quelque sorte donné un chèque en blanc aux États-Unis et à d'autres pays qui, au cours des négociations menées en juillet et en septembre, ont pu s'assurer un accès au marché canadien dans des domaines sensibles, avant que le Canada n'ait son mot à dire. Les beaux discours concernant la protection du système de gestion de l'offre

pour les produits laitiers sonnent par ailleurs de plus en plus faux depuis que des promesses à l'effet contraire auraient été faites et que Stephen Harper a annoncé la fin de la Commission canadienne du blé, le 1^{er} août 2012. Qu'a-t-il promis d'autre en échange de la place du Canada à la table de négociations? On ne le saura peut-être jamais.

D'ailleurs, c'est peu dire que le secret caractérise ces négociations, privant les populations de leur droit de savoir et de participer démocratiquement à ce qui se fait pourtant en leur nom: pousser un modèle de globalisation basé sur le libre-marché que les événements mondiaux récents ont pourtant fondamentalement discrédité. Le libre-échange et la libéralisation des investissements et des services financiers comptent parmi les causes principales de la crise financière, de l'explosion des émissions de carbone et des changements climatiques. Ce modèle a fait peu pour créer de bons emplois ou réduire la pauvreté ici comme ailleurs, et le Partenariat transpacifique est de nature à réduire la capacité d'action des gouvernements face aux crises sociales et environnementales en cours.

Le pouvoir des multinationales, par contre, s'accroîtra encore davantage et

L'auteur est responsable des campagnes en matière de commerce au Conseil des Canadiens



les opposants au PTP refusent qu'on accorde aux entreprises le droit de poursuivre les États et d'obtenir ainsi des centaines de millions de dollars en dédommagements lorsque des politiques publiques et des réglementations entravent leurs profits. Ils s'opposent aussi, entre autres, à de trop forts droits de propriété intellectuelle pour l'industrie des médicaments brevetés, d'une part, car cela compromettrait l'accès aux médicaments génériques et, d'autre part, pour l'industrie du divertissement, car cela nuirait à l'innovation et au droit à la vie privée sur Internet.

Les gains que le PTP peut entraîner pour l'économie canadienne sont marginaux, voire insignifiants d'après les quelques études menées jusqu'ici. Le Canada a déjà des accords de libre-échange avec les États-Unis, le Mexique, le Chili et le Pérou et les autres pays membres représentent moins de 1% des exportations canadiennes. Même le puissant lobby du Conseil canadien des chefs d'entreprises le reconnaît à sa manière lorsqu'il affirme que la participation du Canada est un geste défensif. Il s'agit essentiellement de protéger son accès au marché américain.

Tous les ingrédients sont donc réunis pour nourrir un mouvement d'op-

position qui risque fort de grandir dans plusieurs pays. La célèbre ONG Public Citizen, entre autres, bataille ferme aux États-Unis et a rendu publics des textes de négociation qui ont fait l'objet d'une fuite en juin. Ici, cette lutte s'inscrit dans la foulée de celle en cours contre l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Il est à espérer que l'opinion blasée de Rob Merrifield, aussi irritante et déconcertante soit-elle, se révèle, au final, exacte. ●



Centre d'études sur
le droit international et la mondialisation

CONFÉRENCE PUBLIQUE

Démocratiser la démocratie Pourquoi? Où? Comment?

Conférencier: Étienne Balibar

La démocratie est devenue le parfait emblème du libéralisme et du capitalisme: un système économique-financier ploutocratique impose à la société les choix des classes dominantes; des parlements ignorent systématiquement les aspirations et les droits des populations; des immigrants sont limités dans l'exercice de leurs droits, etc. Dans ce contexte, interroger l'idée de démocratie s'avère une tâche nécessaire en vue de retrouver ce qu'elle porte de fécond, en diapason avec les luttes sociales actuelles et une conception élargie de la citoyenneté.

Le jeudi 22 novembre 2012, de 19 h à 21 h 30

Université du Québec à Montréal
(Salle à confirmer)
Métro Berri-UQAM



Photo: Isabelle Chagnon

Étienne Balibar est l'un des plus grands philosophes français contemporains. Il est professeur émérite de philosophie

politique à l'Université Paris X et professeur affilié au Département d'anthropologie de l'Université de Californie, à Irvine. Ses deux derniers ouvrages, *La proposition de l'égaliberté* (PUF, 2010) et *Citoyen Sujet et autres essais d'anthropologie philosophique* (PUF, 2011), traitent de nouvelles avenues pour concevoir la citoyenneté et la démocratie. Étienne Balibar est un intellectuel engagé notamment auprès des immigrants sans-papiers et pour la cause palestinienne.

Contribution suggérée: 10 \$ (5 \$ pour étudiants et personnes à faible revenu)

Renseignements: Agusti Nicolau, 514-387-2541, poste 241 / <anicolau@cjf.qc.ca> Centre justice et foi: <www.cjf.qc.ca>